
L'approche française en matière de ressources éducatives libres (REL)

Éric Mechoulan



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ries/12003>
DOI : 10.4000/ries.12003
ISSN : 2261-4265

Éditeur

France Education international

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2022
Pagination : 30-36
ISBN : 978-2-85420-632-6
ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Éric Mechoulan, « L'approche française en matière de ressources éducatives libres (REL) », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 89 | avril 2022, mis en ligne le 01 avril 2022, consulté le 21 septembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ries/12003> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ries.12003>

Ce document a été généré automatiquement le 21 septembre 2022.

Tous droits réservés

L'approche française en matière de ressources éducatives libres (REL)

Éric Mechoulan

- 1 Dans le domaine des ressources éducatives libres (REL), les États doivent choisir des stratégies en fonction de leurs compétences politiques, normatives et budgétaires, des recommandations internationales et de la spécificité de leurs situations nationales. La France en fait aujourd'hui l'expérience et affronte de réelles difficultés pour mettre en œuvre des REL dans un contexte national. Les problèmes qu'elle rencontre se posent à tous les États en tant que puissances publiques et acteurs du « marché » de l'enseignement.

Les REL : une histoire française

- 2 La France a été pionnière en matière de REL au tournant du XXI^e siècle. Les universités ont profité du mouvement de décentralisation pour entreprendre individuellement la production de leurs ressources éducatives en ligne, à l'inverse des modèles d'*open universities* qui existent dans le monde anglo-saxon ou des « universités virtuelles » en Afrique, par exemple. À partir de 2003, des universités numériques thématiques (UNT) ont été créées et financées par le ministère de l'enseignement supérieur, universités qui n'inscrivent pas d'étudiants et ne dispensent ni grades ni diplômes mais diffusent et mutualisent des ressources au service des professeurs : REL, MOOCs, tests de positionnement, parcours de formation... – un élan qui s'est très vite heurté à des obstacles culturels et juridiques.
- 3 Première conséquence de cette précocité : les UNT n'ont pas anticipé le besoin de procéder à une harmonisation juridique en veillant à ce que des licences *Creative Commons* fussent bien intégrées à leur production. Ces licences, nées en 2001 et adaptées au droit français en 2004, n'étaient pas encore assez connues au moment de la création des UNT.
- 4 Ensuite, les catalogues ont été créés localement sans centralisation en termes d'indexation, de standardisation, de curation ou de mise à jour harmonisée. Chaque

UNT s'est dotée d'un portail thématique sur son site web, et il a donc fallu créer un moteur commun pour indexer le contenu des catalogues de REL ainsi produites. Cette centralisation n'a véritablement pris forme qu'en 2017.

- 5 Il en a résulté un foisonnement d'initiatives en matière de ressources, mais parfois autant d'obstacles à leur consultation, leur réutilisation à d'autres fins, leur adaptation et leur redistribution gratuites par d'autres, ce qui constitue la définition même des REL. D'où une situation où la liberté jouait contre la liberté. Premier paradoxe.
- 6 Lorsque l'État a tenté d'ordonner ces initiatives, ses mesures se sont superposées au lieu de remplacer l'existant. Les huit UNT relèvent ainsi aujourd'hui de quatre régimes juridiques différents : le service interuniversitaire, la fondation, le groupement d'intérêt public et le département de l'association des directeurs d'institut universitaire de technologie. Six d'entre elles sont réunies dans une association, l'Université numérique, qui ne les regroupe donc pas toutes ! De plus, si leur vocation est semblable, chacune définit sa politique éditoriale dans une logique d'autonomie et ses contenus en fonction de ses propres besoins. Au moins les indexations ont-elles lieu sur le fondement d'une norme technique partagée.
- 7 En France, avant la pandémie de Covid-19, moins d'un quart des étudiants et des enseignants faisaient appel à des REL alors que l'usage de l'Internet était déjà massif. Un immense décalage régnait entre pratique privée, usage professionnel et attentes des acteurs. La pandémie n'a peut-être pas mis de l'ordre dans l'offre de REL mais a sans doute poussé les producteurs et les utilisateurs à consentir des efforts nouveaux. D'où la double question de savoir comment inclure les REL dans les cursus et comment valoriser les carrières des professeurs engagés dans la production de REL.
- 8 Enfin, en se lançant dans cette aventure dans leur langue, les Français ont créé un ensemble de ressources trop souvent présenté en opposition avec le monde des REL anglophone, opposition que les instruments de l'intelligence artificielle dans le domaine de la traduction automatisée permettront sans doute de surmonter.
- 9 Un autre obstacle de taille à l'épanouissement des REL relève de contraintes juridiques liées au droit de la propriété intellectuelle et en particulier au droit d'auteur. En effet, à défaut d'ajustements, la loi française donne l'impression d'entraver la mission pédagogique au quotidien et expose l'enseignant et l'étudiant à des risques de poursuites judiciaires.
- 10 Certes, existe le principe de l'« exception pédagogique » et les autorités publiques ont signé des accords sur l'utilisation des œuvres avec les sociétés de production et d'édition culturelle. Mais c'est insuffisant. D'abord parce que des confusions sont inévitables entre les termes « libre », « ouvert » et « gratuit », dont les traductions sont parfois ambiguës dans les différentes langues. Ensuite parce que les utilisateurs se perdent entre les droits définis par *Creative Commons* de copier une œuvre (BY), la transformer (ND), la redistribuer (SA), en faire un usage commercial (NC), et le droit d'auteur qui, en France, l'emporte au titre de la hiérarchie des normes.
- 11 Les professeurs ont compris que les universités les plus ouvertes, c'est-à-dire insérées dans le maillage des échanges académiques, sont les meilleures parce qu'elles démultiplient leur pouvoir d'attraction, mais ils manquent de visibilité sur ce qu'ils ont le droit de faire et, pis, sur le cadre juridique dans lequel ils travaillent. Les aménagements du droit de propriété intellectuelle, prévus par l'exception

pédagogique, restent illisibles et de nombreux acteurs peuvent ainsi, consciemment ou non, commettre des infractions.

- 12 Il s'ensuit qu'une REL peut être mise à disposition du public par des universitaires peu attentifs à la dimension juridique de leur propre travail parce qu'ils pensent avant tout à la diffusion des savoirs. De leur côté, les responsables administratifs inquiets de ces incertitudes juridiques préfèrent adopter le principe : « Dans le doute abstiens-toi. »

L'État entre contrôle et partage

- 13 Au-delà des spécificités du cas français, certaines questions se posent à toute puissance publique qui s'investit dans le financement des REL : leur contrôle, leur diffusion et leur articulation avec le système éducatif.
- 14 Deuxième paradoxe dans une communauté intellectuelle, les producteurs de REL ont estimé d'emblée que les utilisateurs effectueraient vite le tri entre les contenus selon leur qualité, faisant confiance à la « main invisible » en matière de compétition intellectuelle. Les actions individuelles des acteurs, guidées par l'intérêt personnel de chacun – ici la diffusion du savoir –, contribuent à la richesse et au bien commun. Mais en matière de contrôle, les Français ont toujours préféré s'en remettre à l'État, même si les modèles libres et vertueux, comme Wikipédia, ne manquent pas. Cette prudence n'est d'ailleurs pas absurde car des enseignements qui reprennent des contenus erronés – voire liés à des manœuvres de désinformation – se rencontrent parfois.
- 15 Le contrôle de la qualité d'une production pédagogique peut être effectué par une instance extérieure qui dispose d'une autorité de publication et de modification de la ressource, par les producteurs eux-mêmes dans une logique d'émulation, ou par les utilisateurs capables de juger l'apport de cette ressource. Aujourd'hui, des conseils scientifiques et éditoriaux au sein des universités et des UNT doivent valider les contenus destinés à être mis en ligne. Mais qu'en est-il des utilisateurs ? Pour évaluer la qualité d'une ressource éducative, il faut disposer d'un niveau de connaissances adéquat et d'un esprit critique qui fait trop souvent défaut, faute d'avoir été nourri par une éducation à l'analyse des ressources de l'Internet...
- 16 En matière de diffusion, les projets français n'en sont pas moins nombreux, en particulier en Afrique. Une initiative spécifique existe pour l'enseignement supérieur, coordonnée par l'International Council for Open and Distance Education (ICDE), le ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (MESRI) et l'Unesco, pour favoriser la prise en compte des recommandations de l'Unesco en Afrique de l'Ouest francophone.
- 17 La mise en œuvre de divers dispositifs dans dix pays de la région qui vise à assurer la continuité pédagogique, mutualiser les ressources éducatives et renforcer les capacités des acteurs impliqués dans l'éducation à distance fait surgir deux nécessités. D'abord, les efforts en matière de REL doivent s'inscrire dans des mécanismes de coopération, de mutualisation des capacités et de suivi de l'emploi des REL – à une échelle qui reste à déterminer. Ensuite, le recours à la radiophonie, à la télévision ou à des ressources distribuées par voie postale oblige à penser les REL en deçà du numérique. En 2021, 90 % de la population utilisait l'Internet dans les pays les plus développés mais seulement 33 % en Afrique. L'existence d'une connectivité ne signifie d'ailleurs pas celle

d'une bande passante suffisante pour diffuser les contenus éducatifs, encore moins celle d'une connexion satellitaire abordable¹...

- 18 Enfin, certains États, pas tous, estiment avoir à exercer des responsabilités en termes de santé publique. L'hybridité comprise comme la combinaison de cours délivrés en classe, en ligne et sur le fondement de documents préalablement partagés, reste un défi. Les REL ne sont pas de simples ressources numériques et l'écran remplace d'autant moins le professeur que l'élève est plus jeune. L'éducation inversée qui incite l'élève à regarder des vidéos en amont du cours en classe est une méthode dont les succès sont étroitement liés à l'origine socioculturelle des élèves et dont les résultats les plus probants ne sont observés que chez les plus grands, en particulier dans les disciplines scientifiques². Et des heures de cours supplémentaires en ligne ne feraient qu'ajouter au temps passé par les adolescents devant des écrans.
- 19 Nous avons donc besoin encore de nombreux efforts pour accroître la culture numérique, construire un modèle de durabilité pour les REL, trouver les meilleurs arguments afin de démontrer leurs avantages stratégiques et optimiser l'hybridation des enseignements sur le fondement d'une ingénierie pédagogique adaptée aux différents types d'audiences.

Les REL et le prix des choses

- 20 Les promoteurs des REL renouent avec un idéal de gratuité qui caractérisait les pionniers de l'Internet. Mais les réalités du marché mondial de l'éducation risquent de nous en écarter chaque jour davantage.
- 21 En France, la gratuité de l'éducation n'est jamais que la perception de l'utilisateur. Il y a toujours quelqu'un qui paie : en l'occurrence, le contribuable. Le résultat est qu'élèves, étudiants et parents ressentent moins le besoin de REL. Si la liberté a pu jouer contre la liberté, l'apparence de la gratuité peut jouer contre la gratuité. Troisième paradoxe. Le développement des REL impose donc à la puissance publique française le défi de réimaginer son propre modèle sans renoncer à cette gratuité.
- 22 Si l'utilisation des REL est souvent gratuite, leur production ne l'est jamais. Elle suppose même de lourds investissements et induit un manque à gagner pour les universités. Elles doivent le compenser par des avantages en termes d'image de marque car les REL représentent une vitrine institutionnelle. Cela ne signifie pas qu'il n'y aura pas de *business models* dans les temps à venir. Il est cependant toujours difficile de les concevoir *a posteriori* et celui qui a été choisi pour assurer la gratuité des cours en ligne est le modèle publicitaire, présenté à tort comme le seul possible.
- 23 Pour mémoire, la plateforme française FUN offre la possibilité aux enseignants de faire payer les étudiants pour obtenir un certificat de réussite aux examens concluant un MOOC. Les REL permettent ainsi l'obtention de recettes financières indirectes liées à un investissement pédagogique sans remettre en cause la gratuité de l'accès au cours³. Les enseignants en science, technologie, ingénierie et mathématiques ont des pratiques plus ouvertes que dans les secteurs de la santé et surtout du commerce et du droit. Plus on touche à des disciplines qui traitent des questions financières, dans lesquelles sont élaborés des contenus à forte valeur ajoutée, plus les enjeux concurrentiels invitent à opter pour des licences fermées⁴.

- 24 Les REL exigent des sommes d'autant plus considérables que de nombreuses ressources doivent être réactualisées au fil des avancées de la recherche. Le ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation consacre aujourd'hui 120 000 euros par an et par UNT. C'est évidemment insuffisant, ne serait-ce que pour couvrir les salaires des employés impliqués dans la production des contenus⁵. En contrepartie de ces financements, les UNT s'engagent à ce que les REL respectent des règles précises concernant « leur qualité, portabilité et adaptabilité d'emploi par les usagers ». Les UNT doivent répondre à des appels à projets d'hybridation des formations et trouver elles-mêmes des compléments de financement.
- 25 Les acteurs économiques de l'Internet ont fini par imposer leur loi face au foisonnement des ressources de l'Internet des années 1990. Il n'est donc pas impossible que de nouveaux acteurs puissent imposer leur loi dans le monde des REL. L'enjeu des REL comme bien public risque donc de se poser avec d'autant plus d'acuité.
- 26 La France a investi très tôt dans différents opérateurs capables de mettre à la disposition des établissements des portails, en commun des ressources et en place des consortiums d'établissements. Elle a voulu que les ressources fussent mutualisables et transférables pour éviter le modèle du professeur solitaire réalisant sa propre ressource et celui de l'université réservant ses contenus à ses étudiants.
- 27 Les conventions d'objectifs et de moyens passées entre le ministère et les UNT prévoient un suivi d'indicateurs dans le bilan annuel demandé aux UNT chaque année via leur association l'Université numérique⁶. Et les UNT restent des organisations à but non lucratif, même si leurs statuts relèvent parfois du droit privé. Mais à l'origine, c'est-à-dire avant de partager les données (à savoir d'une part les contenus à indexer et leur évolution, d'autre part les traces laissées par les utilisateurs), c'est l'opérateur qui en dispose. S'il est privé, il s'en sert pour optimiser ses investissements et non ceux de l'État.
- 28 Le suivi des contenus est essentiel pour permettre aux producteurs de REL d'estimer les attentes et les besoins des étudiants et la capacité des producteurs de satisfaire cette demande intellectuelle. Ces données peuvent elles-mêmes être abordées de manière quantitative ou qualitative. Les premières, quantitatives, portent sur l'audience et le téléchargement. Elles ne peuvent être complètes puisque la réutilisation d'une REL implique qu'on accepte la possibilité d'en perdre la trace dès lors qu'on sort de l'environnement d'apprentissage propre à un établissement – comme la plateforme Moodle qui est largement dominante en France. Les secondes données, qualitatives, ne peuvent être recueillies qu'à l'issue d'un processus d'entretien et de questionnaires avec les parties prenantes, étudiants, professeurs, professionnels en formation ou équipes d'appui à la pédagogie, à titre individuel ou rassemblés en comités. Elles sont nécessairement parcellaires. De surcroît, toutes ces « traces » sont éminemment personnelles et devront être protégées face aux risques de dérives publicitaires, voire de manipulation. La vigilance est donc de rigueur.
- 29 Au vu des sommes nécessaires pour produire les REL et les diffuser, les opérateurs « naturels » les plus capables d'assurer l'intégralité des fonctions de financement de la production et de diffusion des REL sont aujourd'hui les géants de l'Internet, les moins intéressés à évaluer la qualité des ressources diffusées. Ils sont d'ailleurs en ordre de bataille pour s'emparer des immenses revenus que représente l'éducation en ligne, y compris par les REL. Pour eux, l'investissement consenti est infime en regard des

bénéfices que permettra le recueil des données des utilisateurs de REL pour améliorer les systèmes de publicités ciblées.

- 30 On a l'habitude de dire que, sur l'Internet, si c'est gratuit, vous êtes le produit. Si les REL sont gratuites, leurs utilisateurs pourraient devenir non le produit mais la ressource. YouTube, par exemple, regorge de REL parce qu'il est plus facile pour les concepteurs d'y placer des ressources que sur les portails universitaires respectueux des droits nationaux et pour les étudiants de les consulter. Or YouTube, c'est Google, une régie qui vend des publicités basées sur les données personnelles et qui dispose d'un moteur de recherche pour les collecter. Et ses moyens sont supérieurs à ceux de la plupart des États. Pour l'instant, YouTube n'offre que de la vidéo avec une interactivité balbutiante, mais rien ne dit que son offre et celle des grands acteurs de l'Internet ne pourraient vite évoluer et concurrencer l'offre, gratuite, des universités avec des formules plus proches de LinkedIn Learning (de Microsoft) ou d'OpenClassroom. Si l'évaluation est un défi difficile à relever, le respect de la vie privée recommandé par l'Unesco, la Commission européenne et de nombreux acteurs publics nationaux et internationaux risque de devenir une illusion.
- 31 Or, pour se prémunir contre cette évolution inscrite dans le code génétique des géants de l'Internet, nous n'avons d'autre option que de mettre la communauté savante en ordre de bataille pour assurer la création de plateformes fonctionnelles, bien gérées ergonomiquement et juridiquement à l'échelle mondiale. Reste à voir si les acteurs publics se sentent prêts à affronter Alphabet Inc.⁷.

*

**

- 32 Aujourd'hui, le contexte de restriction budgétaire et l'effort de rationalisation de l'action publique invitent les États et les grandes institutions internationales à embrasser l'*Open Education*, option à bas coûts pour poursuivre la démocratisation de l'éducation, développer la formation tout au long de la vie et relever les défis de l'inclusion sociale. En France, des équipes sont d'ailleurs mises en place pour réfléchir à la meilleure manière de permettre l'accès à l'ensemble des ressources éducatives, culturelles et scientifiques libres via une interface commune, de créer une instance interministérielle chargée du pilotage, de la coordination et du suivi des décisions publiques, de renforcer l'écosystème du numérique par un soutien public au regroupement des acteurs ainsi qu'à la reconnaissance et à la valorisation institutionnelle de la participation aux REL, de faire en sorte que les REL financées par des fonds publics soient gratuites et d'envisager une réforme du régime juridique du droit d'auteur à l'heure du numérique libre.
- 33 Reste une inconnue : l'évolution de la relation entre les REL et les acteurs économiques. Qui va mettre de l'ordre dans la « jungle » des REL : les États, des groupes d'États dans une logique de régulation ou le marché économiquement structuré autour de la publicité ? On répète que le savoir est un bien commun ; cependant, l'argent a une vertu : il indique la valeur des choses et s'impose si on ne s'y oppose pas. La démocratisation de l'enseignement supérieur ne pourra donc se faire « naturellement » grâce aux REL. Pour favoriser leur développement et leur diffusion, des actions et des interventions publiques volontaristes seront nécessaires. Reste à les définir et à les mettre en œuvre ensemble et à temps.

BIBLIOGRAPHIE

- BOULET P. (2020). « Universités : l'“open education”, clé de la résilience post-Covid ? ». *The Conversation*, 22 juin 2020. <https://bit.ly/37tZsyQ>
- DELPECH de SAINT-GUILHEM J., DUBOURG-LAVROFF S. et de LONGUEAU J.-Y. (2016). *Les Universités numériques thématiques*. Rapport n° 2016-032. Paris : IGAENR. <https://bit.ly/3rcDHL8>
- TOUZÉ S. (2014). *Ressources éducatives libres en France. Regards, perspectives et recommandations*. Moscou : Institut de l'Unesco pour l'application des technologies de l'information à l'éducation. <https://bit.ly/3r9tOO4>
- UNESCO (2019). *Recommendation on Open Educational Resources*. 25 novembre 2019. <https://bit.ly/38NCVO2>

NOTES

1. D'où l'importance de lier les politiques de développement des REL à celles de l'IA (voir <https://chaireunescorel.s2n.fr/>). Sur l'accès à l'Internet, voir Union internationale des télécommunications (2021). *Measuring Digital Development: Facts and Figures 2021*. <https://bit.ly/3JYWa48>
2. Bissonnette S. et Gauthier C. (2012). « Faire la classe à l'endroit ou à l'envers ? », *Formation et profession*, vol. 20, n° 1, p. 32-40. <https://formation-profession.org/pages/article/20/1/173>
3. En dehors de l'adhésion de leurs membres (à savoir des établissements), et de modèles de transposition vers le privé, la formation continue et la formation professionnelle comme le propose FUN-MOOC avec sa plateforme FUN-Corporate (qui personnalise des MOOC pour des entreprises), les pistes sont étroites...
4. Le choix des licences est stratégique pour des filières fortement exposées à la concurrence comme le droit et la santé : concurrence à l'international, par rapport aux établissements privés et avec le marché de la formation continue ; d'où des filières très sélectives pour gérer des candidatures massives à l'entrée.
5. On comptait 89 employés pour les huit UNT en 2018 ; si des recrutements ont eu lieu depuis, ce nombre donne une idée générale de la fourchette des effectifs.
6. <https://luniversitenumérique.fr>
7. Ce que l'on attend évidemment des réseaux internationaux comme Open Education Global. <https://conference.oeglobal.org/2021>

INDEX

Index géographique : France

Palabras claves : recursos educativos abiertos, mercado, universidad digital temática, universidad abierta, educación a distancia

Keywords : open educational resources, market, thematic digital universities, open university, distance education

Mots-clés : ressources éducatives libres, marché, université numérique thématique, université ouverte, enseignement à distance

AUTEUR

ÉRIC MECHOULAN

Éric Mechoulan, ancien élève de l'École normale supérieure, agrégé d'histoire, docteur en histoire, a enseigné l'histoire contemporaine à l'université de Paris-IV-Sorbonne avant d'assurer différentes missions au sein des ministères de la défense nationale puis de l'intérieur. Il a été récemment chargé de mission auprès du directeur de cabinet du ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation et auprès du Conseil scientifique de l'éducation nationale. Il est actuellement conseiller à la Commission nationale française pour l'Unesco. Ses derniers travaux portent sur le rôle des nouvelles technologies dans la transformation des relations internationales. Courriel : [postmaster\[at\]mechoulan.net](mailto:postmaster[at]mechoulan.net)